



Chapitre 1

Introduction

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ANTÓNIO GUTERRES PARTICIPE
À L'ÉMISSION DE TÉLÉVISION « SEBASI »
République de Corée

Si je repense à l'activité de l'Organisation des Nations Unies depuis le début de mon mandat il y a près de deux ans, je constate une fois encore que c'est dans sa capacité à rassembler, à proposer des idées, à stimuler l'action et à trouver des solutions que réside le principal atout de l'Organisation. Comme les problèmes rencontrés de nos jours revêtent de plus en plus souvent une dimension mondiale, le multilatéralisme est plus important que jamais.

La Charte des Nations Unies est la boussole morale qui nous guide pour promouvoir la paix, préserver la dignité humaine, assurer la prospérité et faire respecter les droits de l'homme et l'état de droit.

On trouvera exposés dans le présent rapport les principaux faits nouveaux et les grandes tendances observées pendant l'année écoulée, durant laquelle l'Organisation s'est efforcée d'accomplir des progrès au regard de ces objectifs.

De l'importance d'un bilan honnête et réaliste

Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai formé le vœu que l'année 2017 soit une année de paix. Mais force est de constater que la paix reste aujourd'hui un idéal lointain. Les conflits se sont enlisés, sur fond de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire; les inégalités se sont creusées; l'intolérance a gagné du terrain; la discrimination à l'égard des femmes ne faiblit pas et les changements climatiques se font de plus en plus fortement sentir. Face à pareilles gageures, nous devons être unis et faire montre de courage pour engager le monde sur la voie d'un avenir meilleur. En ma qualité de Secrétaire général, je me suis notamment fixé pour objectif de mettre un terme aux souffrances de par le monde, ou tout du moins de les alléger, en posant les fondements de la stabilité. Je me suis efforcé d'exercer mes bons offices, d'améliorer notre capacité de médiation et de mettre l'accent sur la prévention. J'ai aussi lancé une vaste réforme pour adapter l'Organisation au XXI^e siècle.

Relever les grands défis mondiaux

Désormais bien ancrée, la **mondialisation** présente des avantages considérables, mais le nombre de ceux qui en récoltent les fruits est encore trop faible, et des millions de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui offre un cadre intégré et universel, est notre contribution à une mondialisation juste, ne laissant personne de côté. Le lancement des objectifs de développement durable a donné lieu à une action coordonnée des États Membres et de la société civile destinée à réduire la pauvreté et édifier des sociétés pacifiques, prospères et inclusives. Grâce à la

réforme du système de développement des Nations Unies, entreprise la plus ambitieuse des dernières décennies, l'Organisation des Nations Unies sera mieux placée pour aider les États Membres à atteindre ces objectifs.

Le multilatéralisme est plus important que jamais.

Si l'on veut ne laisser personne de côté, l'égalité des femmes et des hommes est une question cruciale, mais les progrès dans ce domaine restent souvent lents et, dans certaines régions du monde, les protections juridiques et les droits accusent même un recul. L'écart salarial femmes-hommes est de 23 %, preuve que les inégalités ont la vie dure. Les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale et lorsque tout leur potentiel de savoir-faire reste sous-exploité ou méprisé, c'est l'humanité tout entière qui en pâtit.

L'Organisation des Nations Unies doit être le fer de lance des efforts engagés pour donner davantage de moyens aux femmes et aux filles du monde entier. L'année écoulée a vu deux grandes premières, puisque la parité femmes-hommes a été atteinte à la fois dans le Conseil de direction qui m'entoure et parmi les coordonnateurs résidents, qui sont les principaux responsables de l'action menée en matière de développement durable sur le terrain. Si tous nos efforts de réforme visent à favoriser l'égalité des femmes et des hommes, c'est pour une raison toute simple : il y va de notre intérêt à tous, femmes et hommes.

Je continue de considérer l'élimination de l'exploitation et des atteintes sexuelles comme une priorité, et j'ai nommé une Défenseuse des droits des victimes, que j'ai chargée de placer les droits et la dignité au cœur des efforts que nous déployons, tant en matière de prévention que dans le cadre de nos interventions. Nous prenons aussi des mesures sans précédent pour empêcher le harcèlement sexuel et appliquer une tolérance zéro.

Au Secrétariat, j'ai créé six nouveaux postes au sein du Bureau des services de contrôle interne pour constituer une équipe de spécialistes qui s'occuperont de toutes les enquêtes concernant des affaires de harcèlement sexuel. Nous avons accéléré et simplifié les procédures en vigueur afin de recevoir les plaintes pour harcèlement sexuel, de les traiter et d'y donner suite sous trois mois.

Grâce à l'ouverture d'une nouvelle ligne d'assistance téléphonique accessible 24 heures sur 24, le personnel du Secrétariat peut désormais signaler en toute confidentialité les cas de harcèlement sexuel et demander conseil. Une enquête sera aussi menée auprès du personnel du Secrétariat pour nous permettre de mieux comprendre la nature du problème et de bien en prendre la mesure.

À l'échelle du système, une base de données a été créée pour que tous ceux dont il est avéré qu'ils se sont livrés à des actes de harcèlement ne puissent pas être engagés par une autre entité des Nations Unies. Nous avons aussi entrepris d'harmoniser les politiques et principes en vigueur et de diffuser les meilleures pratiques.

La **frontière technologique** ne cesse d'être repoussée. L'intelligence artificielle, le génie génétique et le cyberspace transforment chaque jour un peu plus notre mode de vie et nos habitudes de travail. Nous devons savoir tirer parti de ces avancées rapides tout en nous prémunissant contre leurs répercussions imprévues et leur face obscure. J'ai donc créé un Groupe de haut niveau sur la coopération numérique pour nous y aider.

Les effets des **changements climatiques** sont ressentis dans le monde entier et c'est la survie même de l'humanité qui est en jeu. Il est scientifiquement prouvé depuis longtemps déjà que l'activité humaine exerce sur l'écosystème climatique une influence, dont les effets ne font qu'empirer. L'élévation du niveau de la mer représente un véritable péril pour les villes côtières, les nations insulaires de basse altitude et les deltas fragiles. Dans l'Arctique, il risque bientôt de ne plus y avoir de glace en été, ce qui aurait des conséquences catastrophiques pour les peuples autochtones et les espèces marines. Nous devons nous montrer plus résolus à infléchir la courbe des émissions

d'ici à 2020. Malheureusement, nous sommes en train de nous laisser dépasser par la situation, car les changements climatiques sont plus rapides que nous.

L'Accord de Paris sur les changements climatiques est une manifestation importante de la volonté collective de limiter l'augmentation de la température mondiale à un niveau nettement inférieur à 2 degrés Celsius, aussi proche que possible de 1,5 degré. Au 20 juillet 2018, l'Accord avait été ratifié par 179 parties qui, prises ensemble, étaient responsables de près de 90 % des émissions de gaz à effet de serre, ce dont on peut se féliciter. Encore faut-il que les pays tiennent leurs promesses en prenant des mesures de lutte contre les changements climatiques à l'échelle nationale. Les villes, les régions, les territoires et les entités privées apportent leur pierre à l'édifice en se fixant des cibles ambitieuses. Je compte convoquer un sommet en 2019 pour tirer parti de cette dynamique.

miques en République arabe syrienne. Nous devons relancer le désarmement et nos efforts doivent concerner tous les types d'armes, aussi bien les armes légères que les agents neurotoxiques ou encore les nouvelles armes faisant appel à des technologies de pointe. En mai 2018, j'ai lancé un programme en faveur du désarmement dans l'espoir de sauver des vies et de permettre aux prochaines générations de vivre dans un monde plus sûr. Nous disposons de nombreux moyens d'action : maîtrise des armements, non-prolifération, interdictions, restrictions, mesures de confiance, voire, dans certains cas, élimination des armes. Il est indispensable de faire respecter le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de relancer les pourparlers en vue de réduire le nombre de ces armes dangereuses et de les éliminer. Le désarmement a un rôle décisif à jouer dans l'action entreprise pour préserver la sécurité des êtres humains dans le cadre des efforts de prévention des conflits et de réduction de la violence.

dimension politique, la consolidation de la paix, les résultats à atteindre et les partenariats, de manière à ce que les opérations de maintien de la paix puissent faire fond sur les progrès accomplis au fil des 70 dernières années et à ce qu'elles soient en mesure de relever les défis de plus en plus complexes que connaît le monde contemporain.

Le **respect des droits de l'homme** demeure un impératif mondial. À cet égard, droits de l'homme et souveraineté nationale ne sont pas antinomiques, bien au contraire : lorsque les droits de l'homme sont respectés, chaque personne peut pleinement contribuer à la société et œuvrer ainsi au développement sous tous ses aspects, ce qui vient renforcer l'assise de la souveraineté nationale.

Il existe de **nombreux foyers de tension, souvent liés entre eux**, en plusieurs endroits du monde où conflits et tensions hypothèquent la sécurité et le bien-être des populations. Dans la région du Moyen-Orient, bon nombre de problèmes doivent être réglés d'urgence : le conflit entre Palestiniens et Israéliens, pour lequel il faut de toute urgence trouver un accord reposant sur une solution des deux États; les conflits qui touchent le Yémen et la République arabe syrienne, créant d'abominables souffrances; les troubles qui secouent la Libye ou encore la menace que constitue encore l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL). En Afrique, la stabilité est compromise par les conflits prolongés au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Quant à l'Europe, elle est le théâtre d'un regain des rivalités héritées de la guerre froide et une inquiétante vague nationaliste s'abat sur le continent.

Le **terrorisme** est un fléau mondial qui exige une action coordonnée à l'échelle mondiale. J'ai convoqué la toute première Conférence de haut niveau des Nations Unies réunissant les chefs d'organismes antiterroristes des États Membres dans le dessein de faire avancer la coopération multilatérale et j'ai créé au sein du Secrétariat un Bureau de lutte contre le terrorisme pour plus d'efficacité.

Les changements climatiques sont plus rapides que nous.

La **mobilité humaine** a atteint des niveaux records, provoquant tensions politiques, tragédies humaines et aggravation de la xénophobie. L'adoption du pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et celle du pacte mondial sur les réfugiés seront donc déterminantes pour le renforcement de la coopération internationale nécessaire pour assurer la sécurité des personnes en déplacement et préserver leur dignité.

La **menace d'un recours aux armes de destruction massive** pèse de nouveau sur l'humanité. Si les tensions nucléaires entre les États-Unis d'Amérique et la République populaire démocratique de Corée se sont atténuées, l'existence même des armes nucléaires ne laisse d'être préoccupante, tout comme est profondément inquiétante l'utilisation d'armes chi-

Les **missions de maintien de la paix des Nations Unies** sont de plus en plus souvent déployées dans des situations qui se caractérisent par leur grande instabilité et où l'idée même de paix est absente. Il n'est pas rare que les Casques bleus y soient pris pour cibles et tués. Si, dans le passé, les opérations de maintien de la paix ont à maintes reprises permis d'assurer la paix et de protéger les civils, leur avenir est à présent menacé. C'est la raison pour laquelle j'ai lancé l'initiative Action pour le maintien de la paix, pour que nous renouvelions et renforçons l'appui que nous apportons collectivement aux activités de maintien de la paix. Cette initiative a pour but de définir et de faire respecter un ensemble d'engagements réciproques concrets entre le Secrétariat et les États Membres en ce qui concerne la



Photo ONU/Rick Bajornas, #637483, 08/07/2015

Glace flottante : effets des changements climatiques dans l'Arctique norvégien.



Photo ONU/Eskender Diebele, #793617, 24/10/2017

Visite du Secrétaire général dans un camp de déplacés en République centrafricaine.

À problèmes mondiaux, stratégies mondiales

L'adoption de stratégies mondiales passe par la conclusion de partenariats entre les États Membres, les organisations régionales et internationales et la société civile. En plus de rendre possible l'échange d'idées et de mesures, les partenariats des Nations Unies permettent un meilleur partage des responsabilités entre États pour qu'aucun pays ne se retrouve à devoir tout assumer seul. Je pense notamment au renforcement de nos partenariats avec l'Afrique et je suis un fervent partisan d'une architecture africaine de paix efficace, dotée des fonds nécessaires.

La prévention doit rester une importante priorité.

La prévention doit rester une importante priorité. Il faut non seulement comprendre la dynamique qui donne jour aux crises mais aussi savoir agir rapidement, même lorsque rien n'est sûr. Pour contribuer aux efforts déployés dans les domaines de la paix et de la prévention, le Comité consultatif de haut niveau chargé des questions de médiation a été mis en place pour élargir notre réserve de candidats et candidates qualifiés pouvant exercer les fonctions d'envoyé et de médiateur.

J'ai lancé un vaste ensemble de réformes pour améliorer l'efficacité de l'Organisa-

tion et garantir une bonne communication entre piliers ainsi que pour décloisonner certains secteurs d'activité qui opéraient souvent jusqu'ici de manière isolée. Grâce à la réforme de l'architecture de paix et de sécurité, nous pourrions renforcer nos activités de prévention, donner plus de souplesse à nos activités de médiation et rendre les opérations de maintien de la paix plus efficaces tout en améliorant leur rapport coût-efficacité. La réforme du système des Nations Unies pour le développement permettra de gagner en efficacité, en coordination, en transparence et en responsabilité, pour pouvoir mieux aider les pays à appliquer le Programme de développement à l'horizon 2030. Cette vaste entreprise est sous-tendue par des réformes d'envergure dans le domaine de la gestion.

L'Organisation des Nations Unies devra continuer d'innover et de s'adapter à l'évolution des problèmes qui se posent. Les stratégies opérationnelles et les initiatives que j'ai lancées pendant la première partie de mon mandat ont pour but de rendre l'Organisation plus efficace dès les mois à venir et à long terme, alors qu'elle poursuit au quotidien ses activités d'assistance humanitaire essentielles afin de sauver des vies. J'entends continuer de travailler avec les États Membres pour concrétiser les aspirations multiples définies dans les objectifs de développement durable et pour faire respecter les valeurs consacrées dans la Charte.

PRINCIPALES INITIATIVES PRISES PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL EN 2017-2018



Amélioration de la **diplomatie préventive** par l'utilisation des bons offices et des moyens de médiation



Création du **Comité consultatif de haut niveau** chargé des questions de médiation



Mise en place d'une plate-forme intégrée de prévention pour **repérer les premiers signes de crise et intervenir rapidement**



Repositionnement du **système des Nations Unies pour le développement** aux fins de l'application du Programme 2030



Adoption de la **Stratégie sur la parité des sexes** applicable à l'ensemble du système des Nations Unies; réalisation de la parité des sexes parmi les 44 membres du Conseil de direction et les coordonnateurs résidents



Refonte de l'**architecture de paix et de sécurité** pour remédier aux problèmes de fragmentation et de financement ainsi qu'aux problèmes d'ordre institutionnel



Rationalisation **des activités et du budget des opérations de maintien de la paix** et lancement d'examen stratégiques indépendants de toutes les opérations de maintien de la paix



Création du **Bureau de lutte contre le terrorisme** pour améliorer la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies



Adoption de mesures concrètes pour **mettre un terme à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et au harcèlement sexuel** et établir un dispositif de protection des victimes



Mise en place d'une **stratégie de financement** pour permettre la réalisation des objectifs du Programme 2030, notamment en accélérant l'application du Programme d'action d'Addis-Abeba



Mobilisation d'un **appui politique** parmi les États Membres, les organismes des Nations Unies et les autres acteurs concernés en vue de la tenue d'un **sommet sur le climat** en 2019



Recalibrage de la **Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel** et élaboration d'un plan de soutien pour améliorer la coordination des initiatives dans la région



Mise en place du **Comité directeur mixte** chargé de promouvoir la collaboration entre les secteurs de l'humanitaire et du développement



Conclusion de **grands partenariats** cohérents et intégrés, notamment le Cadre de partenariat stratégique entre l'Organisation des Nations Unies et le Groupe de la Banque mondiale pour le Programme 2030, le Cadre Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030; et le Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité



Adoption d'une **stratégie de transition** intégrée pour **Haïti**, en collaboration avec le gouvernement et les partenaires haïtiens, sur la base du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et de la nouvelle stratégie de lutte contre le choléra



Création du **Fonds commun visant à faciliter l'application du Programme 2030** pour appuyer les efforts déployés à l'échelle nationale et faciliter les activités de sensibilisation et de communication que mènent les champions des objectifs de développement durable



Offre d'un appui politique dans le cadre des négociations sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières



Lancement d'une **stratégie de santé mondiale** pour promouvoir la couverture sanitaire universelle, organiser les interventions d'urgence en cas de crise sanitaire, trouver des solutions au problème de la résistance aux antimicrobiens et favoriser la santé maternelle et infantile et la santé mentale



Élaboration d'une **stratégie pour la jeunesse**, afin que les efforts engagés dans ce domaine à l'échelle du système portent davantage



Lancement de **réformes visant à améliorer la gestion de l'Organisation** et à faire en sorte qu'elle travaille de manière plus efficace, réactive, transparente et responsable



Amélioration de la **capacité à planifier et budgétiser les activités** par le passage à un budget-programme annuel, et non plus biennal



Lancement de la **transformation des structures de gestion et d'appui du Siège** devant aboutir à la création de deux nouveaux départements, qui devront être pleinement opérationnels d'ici à janvier 2019 : l'un chargé de donner des orientations sur les questions de stratégies, de politiques et de conformité, l'autre de fournir un appui opérationnel et administratif au Secrétariat dans son ensemble



Création du **Groupe de haut niveau sur la coopération numérique**



Élaboration d'une **stratégie** relative à l'utilisation des nouvelles technologies



Collaboration avec la Banque mondiale dans le cadre de **l'étude publiée par la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies *Pathways to Peace***